Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: - (2007)
Heft: 75

Artikel: "Perspectives limitées pour les régions de montagne défavorisées"
Autor: Hohler, Anna / Siegrist, Dominik
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-971291

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

« Perspectives limitées pour les régions de montagne défavorisées »

PAR ANNA HOHLER
PHOTOS RENATE WERNLI

En Suisse, l'exode rural frappe plusieurs régions des Alpes, mettant parfois en péril les communautés villageoises. Comment lutter contre ce dépeuplement ? Existe-t-il des solutions politiques à ce problème ? Le géographe Dominik Siegrist nous livre son point de vue.

M. Siegrist, de nombreuses régions alpines de Suisse se dépeuplent et souffrent d'une faiblesse structurelle. S'agit-il d'un problème particulièrement préoccupant ?
La diminution de la population dans ces régions de montagne n'est pas extrêmement dramatique. Dans certaines zones, notamment dans l'Oberland bernois, la région du Gothard et certaines parties des Grisons, le déclin démographique pose néanmoins de réels problèmes. Le conseil communal n'a plus assez de membres et souvent l'école, la poste et l'épicerie disparaissent. Et les dernières prestations des services publics se détériorent elles aussi. Ces problèmes sont toutefois beaucoup plus graves dans d'autres pays alpins. De nombreux villages du Piémont en Italie ou de la Drôme en France ont perdu la majorité de leurs habitants au cours des dernières décennies.

Comment est-il possible de lutter contre cet exode ?
Un repeuplement à large échelle semble exclu à l'heure actuelle. Il s'agit plutôt de se demander si nous souhaitons éventuellement rendre certains espaces à la nature et comment il est possible de freiner l'émigration dans les zones les plus touchées. Le succès des stratégies mises en place dépendra du scénario qui sera choisi en Suisse pour les régions de montagne. S'agira-t-il plutôt d'un modèle de polarisation ou d'un scénario de développement durable ?

Qu'est-ce que cela signifie exactement?
Pour les défenseurs de la polarisation, le dépeuplement permet de rendre plus d'espace à la nature. Leur vision du développement se focalise sur les centres et laisse de côté les régions périphériques. Ce modèle entraîne une régression économique, une baisse des subventions, une dévalorisation de la région et un recul démographique. Beaucoup de régions de montagne perdent ainsi de leur attrait en tant que lieux d'habitation et de travail.

Un scénario de développement durable considère en revanche qu'un paysage qui était cultivé perd de sa valeur s'il est mal entretenu. Ce qui, à mes yeux, est correct car chaque région a besoin d'être exploitée à un certain degré. Cette approche est fondée sur l'idée qu'une prospérité économique générale influence positivement la valorisation des régions périphériques, grâce à un soutien financier de l'Etat.

Cette démarche débouche sur une croissance démographique et une dynamisation du développement social dans les régions de montagne. Ces deux visions d'avenir divergentes ont été développées dans le cadre du projet « FUNalpin » du Programme national de recherche « Paysages et habitats de l'arc alpin » (PNR 48).

Quel était l'objectif de ce projet ?
Il s'agissait d'élaborer une stratégie de politique régionale durable pour l'arc alpin. L'équipe de recherche interdisciplinaire a proposé la création de « régions labellisées » qui se distingueraient en raison de leurs réalisations en matière de développement durable. Dans le cadre de l'attribution des soutiens publics, ces régions profiteraient d'un traitement préférentiel, à condition toutefois de répondre à certains critères.

Comment créer ce type de régions labellisées ?
Notre proposition est basée sur une procédure à plusieurs niveaux qui tient compte de systèmes de certification déjà connus. L'implication de la population locale constitue un facteur essentiel de réussite. Les critères déterminant la labellisation des régions se répartissent en trois domaines : « paysage intact », « cohésion sociale » et « productivité économique ». Les dix-sept indicateurs permettant de mesurer le degré de conformité aux critères de durabilité portent notamment sur le pourcentage des femmes en politique, la qualité de la formation, la mise en valeur de la nature et du paysage ou la création de valeur brute sur le plan régional.

Nous souhaitons maintenant tester et affiner cet instrument de certification. Nous recherchons des régions pilotes.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?
Nous avons sélectionné trois régions tests : le Binntal en Valais, le Safiental dans les Grisons et le Sernftal dans le canton de Glaris. Si elles arrivent à se profiler grâce à des initiatives locales, ces vallées reculées

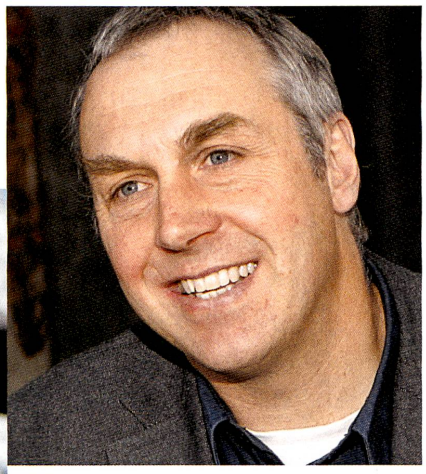
« Les problèmes des régions de montagne sont beaucoup plus graves dans d'autres pays alpins. »

« Ces régions labellisées devraient profiter d'un traitement préférentiel, à condition de répondre à certains critères. »

Dominik Siegrist

Le géographe Dominik Siegrist dirige depuis avril 2005 le Service de recherche sur les loisirs, le tourisme et le paysage de l'Institut du paysage et de l'espace de la Haute école spécialisée (HES) de Rapperswil. Ses travaux se concentrent sur le tourisme proche de la nature et le développement régional durable ainsi que sur la gestion des visiteurs dans les parcs naturels et paysagers. Dominik Siegrist est président de la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA) et il a étudié, dans le cadre du projet « FUNalpin » du PNR 48, des stratégies de politique régionale durable pour l'arc alpin.

«L' ETH-Studio Basel n'a pas apporté de nouvelles connaissances scientifiques.»



«A long terme, l'abandon d'un alpage est nuisible à la biodiversité.»

devraient remplir les principales conditions pour devenir des régions alpines labellisées : toutes trois ont un caractère essentiellement agricole, une faiblesse structurelle au niveau économique ainsi qu'une nature et un paysage de grande valeur.

L'ETH-Studio Basel, dirigé par des architectes de renom, a créé la notion de « friche alpine », empruntant ainsi clairement une autre voie. Dans quelle mesure pouvez-vous adhérer à cette analyse ?

Je partage l'idée selon laquelle le modèle d'urbanisation qui prévaut actuellement en Suisse n'ouvre plus de perspectives porteuses pour les zones alpines à faible potentiel. De plus, cette analyse a le mérite de favoriser la discussion publique sur le thème important des régions de montagne. Mais elle n'a pas apporté de nouvelles connaissances scientifiques. Le fait qu'il y ait en Suisse de vastes régions structurellement faibles, surtout au cœur de l'arc alpin, n'est pas nouveau. La notion de « friche alpine » n'est par ailleurs pas assez précise.

Pouvez-vous être plus explicite ?

L'ETH-Studio Basel remet en cause la manière dont la Suisse soutient ses régions périphériques en les subventionnant de façon importante. Mais le postulat qui voudrait qu'un soutien financier plus modeste débouche inévitablement sur une utilisation plus extensive des terres, et donc sur la création d'espaces naturels et sauvages plus vastes, n'est pas défendable. A long terme, l'abandon d'un alpage est nuisible à la biodiversité. A l'avenir, le développement durable des régions, tout comme leur valeur paysagère et écologique ne pourront être garantis qu'à condition de préserver les transferts financiers des pouvoirs publics, mais en concluant des mandats de prestations clairs avec les régions de montagne.

La question de fond est finalement de savoir si la politique régionale réussira à faire le poids face à la globalisation grandissante. Il faut chercher des modèles de développement novateurs qui permettent aux régions de montagne de survivre sur le plan économique et social, malgré la globalisation et les changements structurels. Il s'agit en fait de trouver une « troisième voie » intelligente entre un développement du paysage qui, sous l'effet de la globalisation, ignore certaines particularités régionales et privilégie systématiquement la prospérité économique et un développement qui, sous le signe du régionalisme, se ferme à une ouverture économique.

Quels seraient les effets de cette «troisième voie» sur les régions alpines sans potentiel ?

Ces régions, pour la plupart très isolées, ne possèdent souvent plus d'espaces naturels ni de paysages intacts, parce qu'elles sont par exemple pénalisées par l'utilisation de l'énergie hydraulique ou par le tourisme lié à la pratique du ski. Une « troisième voie » consisterait à réfléchir à la façon dont les communes pourraient profiter directement de ces exploitations qui représentent leurs seules perspectives économiques. Du fait du réchauffement climatique, les domaines skiables manquent de plus en plus de neige et les centrales hydroélectriques sont moins alimentées en eau. C'est pourquoi l'avenir pourrait bien passer par la mise en place de nouvelles formes de tourisme durable.

Le tourisme durable existe-t-il réellement ?

Il existe sous différentes formes. En ce qui concerne le tourisme hivernal intensif, il s'agirait en premier lieu d'utiliser les ressources environnementales de façon plus efficace. De plus en plus de communes touristiques s'engagent déjà en faveur de la protection du climat, lancent des programmes dans le domaine de l'énergie ou encouragent la mobilité douce.

Dans le cas d'un tourisme proche de la nature, le problème se pose différemment. Les touristes sont moins nombreux, mais ils pénètrent dans des espaces naturels plus sensibles. Un tourisme durable dépendra ici des méthodes professionnelles de gestion des visiteurs qui seront appliquées. ■

Dominik Siegrist, Martin Boesch, Erich Renner: Labelregionen – Strategien einer nachhaltigen Regionalentwicklung im Alpenraum (Régions labellisées – Stratégies pour un tourisme durable dans l'arc alpin). PNR 48, projet FUNalpin, rapport de travail 9 (rapport de synthèse), Saint-Gall 2006 (pas traduit en français).www.nfp48.ch/projekte/projectdocs/29/ArbBericht_09.pdf